

## FONCTION PUBLIQUE Grève du 22 mai « Le virage très libéral va laisser du monde sur le carreau »

Pour les syndicats de la fonction publique qui appellent à la grève et aux manifestations le 22 mai à Strasbourg (14 h place Kléber) et à Mulhouse (10 h, place de la Bourse), il s'agit autant de défendre la qualité de service public et le statut des fonctionnaires que de combattre la marchandisation de la société.



Les syndicalistes appellent à se mobiliser.

PHOTO DNA - MARC ROLLMANN

« Management à la hussarde », « règne de l'arbitraire », « stigmatisation », « mesures délétères », « casse du statut »... Les formules claquent et cristallisent l'exaspération des représentants syndicaux de fonctionnaires qui s'approprient à organiser mardi leur troisième journée de grève contre le projet de refondation du contrat social avec les agents publics voulue par le gouvernement. « Arrêtons de diviser les citoyens, les fonctionnaires et les salariés du privé », remarque Didier Waszczinski (CFTC Territoriaux 67).

Les organisations syndicales revendiquent l'abrogation de la journée de carence, le respect de l'évolution de carrière, la fin du gel du point d'indice, la compensation de la hausse de la CSG, l'instauration d'un dialogue social et plus globalement le maintien d'un service public de qualité et du statut de fonctionnaire. « La fonction publique a vocation à assurer l'égalité de traitement des citoyens et à être un ascenseur social », argumente Christine Helfstroffer (Solidaires Finances Publiques 67).

Nicole Obergfell (UNSA Santé Sociaux) dénonce « la posture fermée et univoque du gouvernement » et rejette la vision selon laquelle « le service public ne serait qu'un fardeau budgétaire alors qu'il est le socle de l'égalité républicaine ».

Alors que l'affaire Naomi est dans toutes les mémoires, Patricia Rhinn (CFTC Santé Sociaux) demande « une meilleure prise en charge des patients et le respect de leur droit. Nous sommes là pour soigner, pas pour faire de l'usinage ».

### « On ratiboise petit à petit »

Jean-Marc Schiff (CFDT) pointe la suppression d'emploi et le recours à la contractualisation. « L'Etat est le plus grand employeur de précaires », lâche Laurent Bastian (CGT Territoriaux). « On ratiboise petit à petit », enchaîne End Gauvin (FSU Alsace) en parlant de l'Éducation nationale et des « 28 % des remplacements qui ne sont pas assurés dans le premier degré faute de recrutements ». Dans le même domaine, Hervé Gourvitch (FO) signale la fermeture des Centres d'information et d'orientation (CIO).

Mais au-delà de ces revendications catégorielles, c'est contre la marchandisation de la santé, de la culture et de l'éducation que se battent les syndicats. « Derrière le discours officiel, il y a un changement de société avec la libéralisation de tout ce qui peut l'être : déléguer au privé tout ce qui est rentable. Les citoyens ne doivent pas croire que c'est pour mieux les servir », relève Christine Helfstroffer. « Nous ne sommes plus dans la redistribution. Le virage très libéral va laisser du monde sur le carreau », avance End Gauvin.

FRANCK BUCHY